

SUD

Solidaires, unitaires, démocratiques

RENAULT

Guyancourt

1 avenue du Golf
78288 Guyancourt
API : TCR MOD 023

Tel: 01 76 83 22 93

Port: 06 73 76 97 49

Fax : 01 76 83 22 94

sud.guyancourt@renault.com

Aubevoye

Parc de Gaillon
27940 Aubevoye
API : CTA G24 040

02 32 77 63 09

06 82 45 48 18

02 32 77 61 45

sud.aubevoye@renault.com

tcr.sud@wanadoo.fr

Union
syndicale
Solidaires
INDUSTRIE

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 02/07/2009

CONTRE LA MISE EN ŒUVRE DU CHOMAGE PARTIEL AU TECHNOCENTRE RENAULT

En séance CE extraordinaire du 01/07/2009, la direction a exposé son projet d'application du chômage partiel dans l'ingénierie du Technocentre RENAULT.

A partir du second semestre 2009, un véritable scandale se matérialise :

- Toutes les directions vont se réorganiser pour s'installer en sous activité, alors qu'elles concédaient encore un total de 15 841 heures supplémentaires (déclarées !) cumulées à fin Juin,
- Les délocalisations d'études s'accélèreront, comme la conception des câblages déplacée vers l'Inde, pour fabriquer une sous charge équivalente à plusieurs centaines de salarié(e)s,
- Des centaines de sous-traitants seront engagés dans leurs entreprises pour continuer le travail pendant que les salarié(e)s RENAULT seront au chômage partiel pendant 19 jours,

Il n'y a aucune sous activité dans l'ingénierie RENAULT, les multiples projets en gestation sont là pour l'attester. Le dispositif présenté a pour seul objectif de créer une organisation du travail compatible avec la délivrance de l'autorisation de mise en chômage partiel par les pouvoirs publics. La direction ne dissimule pas ses intentions : économiser des charges patronales et profiter de toutes les indemnités possibles pour accumuler de la trésorerie. Mais elle ne donne aucune visibilité sur l'état réel de ses finances, aucun gage sur la pérennité de l'ingénierie et de ses emplois en France. **FAIRE DE LA TRESORERIE AVEC L'ARGENT DE L'ETAT, AU DETRIMENT DES ENTREPRISES QUI EN ONT VRAIMENT BESOIN.**

Que vaut la parole de Carlos GHOSN lorsqu'il s'engageait auprès du Président de la République à ne pas délocaliser en échange de finances publiques ?
Où est le contrôle du ministère du travail sur une entreprise dans laquelle l'état conserve une participation au conseil d'administration ?
L'argent public doit servir à éviter les suppressions d'emplois.

SUD DENONCE CES MESURES ET RECLAME DES GARANTIES SUR LE MAINTIEN DES EMPLOIS DANS LES INGENIERIES APRES 2009

Contact SUD RENAULT GUYANCOURT : 06 73 76 97 49